

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2014

Stagnation de l'activité et recul de l'emploi

Au 1^{er} trimestre 2014, l'activité économique est restée stable après avoir progressé de 0,2 % au trimestre précédent. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a reculé de 21 700 postes après une progression de 21 000 au 4^e trimestre 2013. L'emploi salarié s'est contracté dans le secteur tertiaire marchand (-10 200 postes après +35 100), entraîné par la baisse de l'emploi intérimaire (-26 200 après +23 000), et a poursuivi son repli dans l'industrie (-7 200 postes après -8 600) et dans la construction (-4 300 après -5 500). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a progressé de 21 100 après une hausse de 38 800 au trimestre précédent. Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie s'est légèrement contracté au 1^{er} trimestre 2014: -5 000 après +74 000 postes au 4^e trimestre 2013.

Le taux de chômage au sens du BIT s'est stabilisé à 9,7 % de la population active au 1^{er} trimestre 2014 en France métropolitaine. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est en revanche poursuivie (+42 000 après +15 000 au 4^e trimestre pour la catégorie A, +43 000 après +56 000 pour les catégories A, B, C).

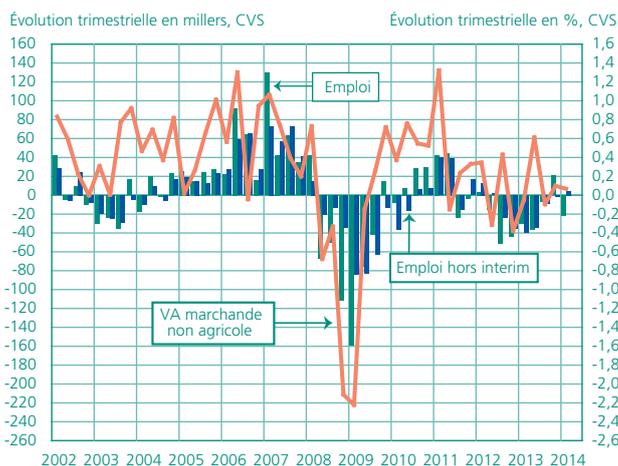
Dans la zone euro, l'activité a confirmé son redressement (+0,2 % après +0,3 %). Le taux de chômage est en légère baisse (-0,1 point) à 11,8 % de la population active ce trimestre.

Stabilité de l'activité en France au 1^{er} trimestre 2014

Au 1^{er} trimestre 2014, l'activité économique en France est restée stable (+0,0 %), après une progression de 0,2 % au 4^e trimestre 2013.

La production de biens et services a crû de 0,2 % comme au trimestre précédent. La production manufacturière s'est redressée (+0,9 % après une stabilisation au trimestre précédent), tirée par un rebond de la production dans le secteur de la cokéfaction

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Champ : France métropolitaine (emploi), France entière (valeur ajoutée).

Sources : Dares, Insee.

et raffinage (+8,2 % après -7,8 %), et par une hausse de la production dans les secteurs de l'industrie agro-alimentaire (+0,9 % après +0,3 %), des matériels de transport (+0,2 % après +0,1 %) et des autres branches industrielles (+0,7 % après +0,8 %). En revanche, la production en énergie, eaux et déchets a reculé pour le troisième trimestre consécutif (-1,3 % après -1,6 %).

De son côté, la production de services a aussi continué de progresser, bien qu'à un rythme légèrement inférieur qu'au trimestre passé (+0,1 % après +0,3 %). La production dans l'ensemble des secteurs des services était en hausse ce trimestre à l'exception du secteur des services aux entreprises (-0,2 % après +0,5 %) et malgré un ralentissement de la production dans le secteur du commerce (+0,1 % après +0,9 %). Dans la construction, la production a de nouveau reculé au 1^{er} trimestre 2014 (-1,4 % après -0,4 %).

Au 1^{er} trimestre 2014, la demande intérieure hors stocks a contribué négativement à l'évolution du PIB, à hauteur de 0,4 point, après une

contribution de +0,2 point au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,5 % (après +0,2 %), entraînées par une baisse des dépenses en biens (-1,1 % après +0,6 %), tandis que les dépenses en services demeuraient atones (+0,2 % après +0,1 %). Les dépenses d'investissement se sont également contractées (-0,8 % après -0,2 %), aussi bien pour les ménages (achats de logements, -2,4 % après -2,3 %) que pour les entreprises (-0,6 % après +0,7 %). Par ailleurs, les exportations ont ralenti (+0,6 % après +1,5 %), tandis que les importations accéléraient (+1,0 % après +0,5 %). Le commerce extérieur a ainsi pesé sur l'activité, à hauteur de -0,1 point après +0,3 point. À l'inverse, l'évolution des stocks des entreprises a contribué positivement à l'évolution du PIB au 1^{er} trimestre 2014, à hauteur de 0,5 point de PIB, après une contribution négative de 0,3 point au trimestre précédent.

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Données CVS, en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Secteurs marchands	15 881	-30	-37	-7	21	-22				-0,9	-0,3
Dont : industrie	3 170	-12	-19	-12	-9	-7				-1,1	-1,4
construction	1 390	-9	-5	-6	-6	-4				-2,0	-1,5
tertiaire	11 321	-10	-13	11	35	-10				-0,7	0,2
Dont intérim	517	10	-2	2	23	-26				-7,6	-0,5
Autres (1)	10 527	13	22	21	53	17				0,2	1,1
Dont : non-marchand aidé (2)	296	8	12	11	39	21				-4,7	39,3
non-marchand privé (3)	1 976	-1	4	1	20	-3				0,8	1,1
Emploi total	26 408	-17	-15	13	74	-5				-0,5	0,3
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	17 857	-31	-33	-7	41	-25				-0,7	-0,1

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

(2) Contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) et emploi d'avenir (EA).

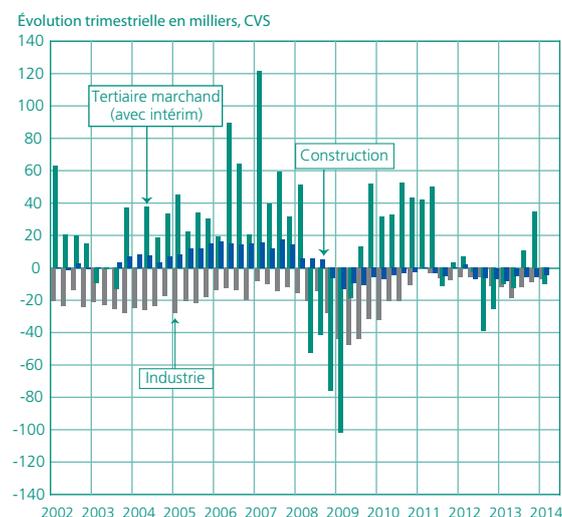
(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Insee.

Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité

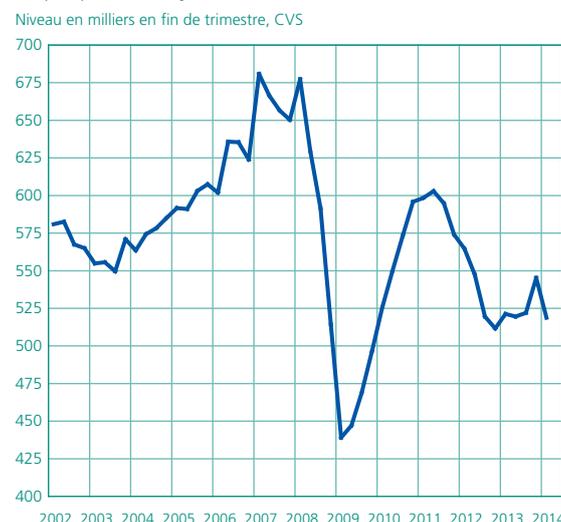


L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Champ : France métropolitaine.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences intérim.

Champ : France métropolitaine.

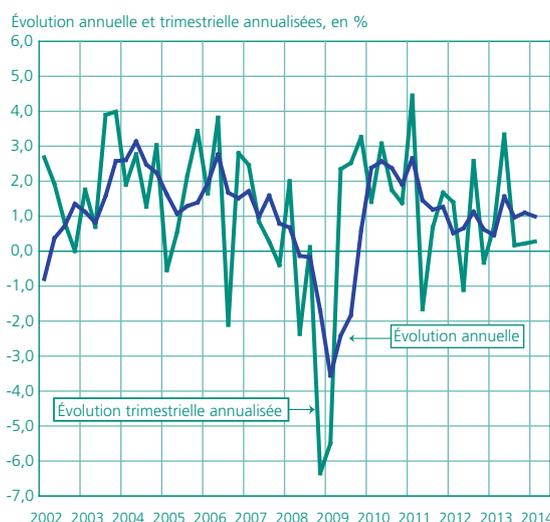


Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Salaires horaires de base ouvriers et employés (SHBOE) (1).....	0,7	0,4	0,2	0,2	0,7				2,0	1,5
Salaires mensuels de base (SMB) (1).....	0,7	0,4	0,2	0,2	0,6				1,9	1,5
Salaires moyens par tête (SMPT) (2).....	0,3	0,4	0,1	0,6	0,6				1,1	1,7
Prix à la consommation (3).....	0,5	0,1	-0,1	0,2	0,4				0,9	0,5
Prix à la consommation du 1 ^{er} quintile du niveau de vie (4)	0,4	0,1	-0,1	0,2	0,3				0,7	0,4

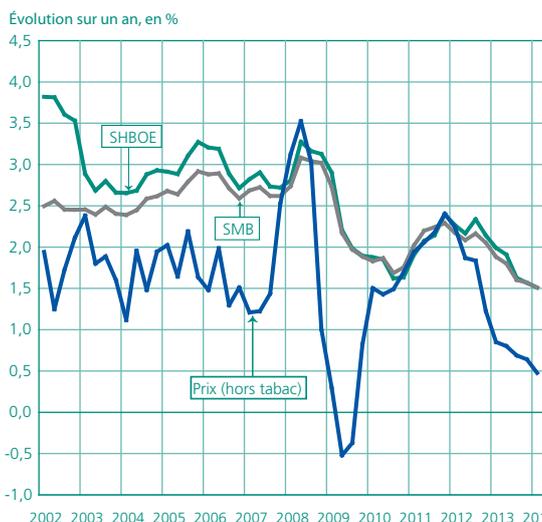
(1) Données brutes, fin de trimestre, établissements des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
 (2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.
 (3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).
 (4) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages appartenant au 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).
 Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB), France entière (SMPT, prix).

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.
 Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB), France entière (prix).

Recul de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

Au 1^{er} trimestre 2014, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) a reculé de 21 700 postes (-0,1 %), après une progression de 21 000 postes au 4^e trimestre 2013 (graphique 1, tableau 1). Sur un an, l'emploi SMNA s'est contracté de 44 400 postes (-0,3 %).

Le recul de l'emploi salarié marchand s'observe dans l'ensemble des secteurs, avec en tête le tertiaire principalement marchand qui a diminué de 10 200 après une hausse de 35 100 postes. Ce recul est lié à la forte baisse de l'emploi intérimaire : -26 200 au 1^{er} trimestre 2014 après +23 000 au 4^e trimestre 2013. Hors intérim, l'emploi dans le secteur tertiaire principalement marchand a ainsi progressé pour le troisième trimestre consécutif (+16 000 après +12 100 au 4^e trimestre et +8 200 au 3^e trimestre 2013). Dans le même temps, l'emploi a poursuivi son recul dans les secteurs de l'industrie (-7 200) et de la construction (-4 300).

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans les secteurs non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a augmenté au 1^{er} trimestre 2014 : +21 100 bénéficiaires, après +38 800 au trimestre précédent. Dans le même temps, l'emploi de droit privé dans les secteurs non marchands s'est contracté de 3 400 postes au 1^{er} trimestre 2014, après +20 200 au 4^e trimestre 2013.

On estime ainsi que l'emploi total s'est contracté de 5 000 postes au 1^{er} trimestre 2014, après une hausse de 74 000 au 4^e trimestre 2013. Sur un an, entre mars 2013 et mars 2014, l'emploi a néanmoins augmenté de 67 000 postes (+0,3 %) après une baisse entre mars 2012 et mars 2013 de 123 000 (-0,5 %).

Progression des salaires de base exprimés en termes réels

Au 1^{er} trimestre 2014, la productivité par tête dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,1 %, la faible croissance



Sources : Dares, Insee.

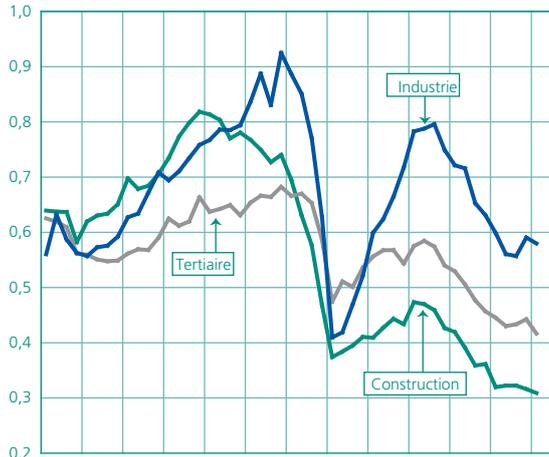


Sources : Dares, Insee.



Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail

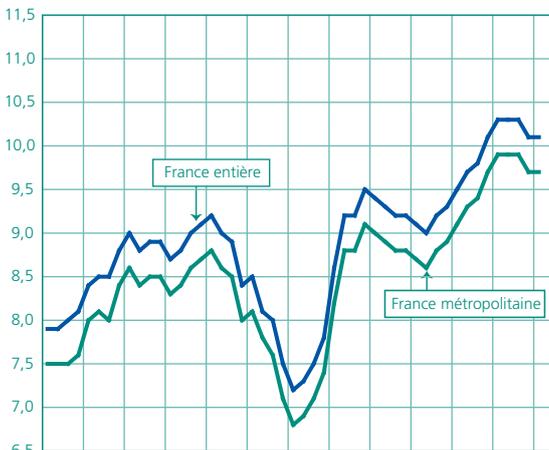
Ratio : flux d'offres d'emploi enregistrées sur entrées à Pôle emploi, CVS



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France

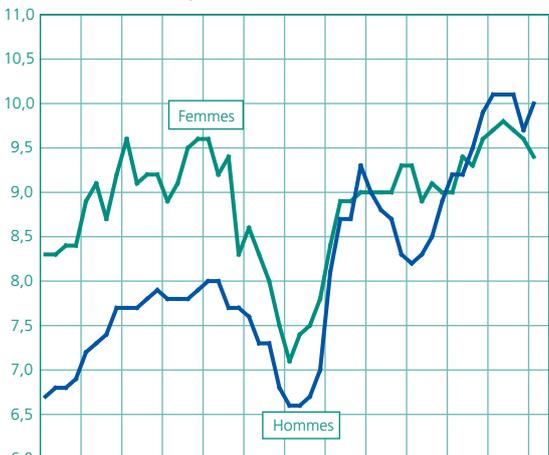
En %, données CVS, en moyenne trimestrielle



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/-0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010.
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %, données CVS en moyenne trimestrielle



2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

de l'activité (+0,1 %) s'étant accompagnée d'une stagnation de l'emploi salarié (1). En glissement annuel, la productivité par tête a progressé au 1^{er} trimestre 2014 de 1,0 % après +0,5 % un an auparavant.

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a augmenté de 0,7 % et le salaire mensuel de base (SMB) de 0,6 % en données brutes au 1^{er} trimestre 2014, après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent [4]. Entre mars 2013 et mars 2014, les hausses du SHBOE et du SMB se sont établies toutes deux à 1,5 % (tableau 2 et graphique 5), après respectivement +2,0 % et +1,9 % entre mars 2012 et mars 2013.

En parallèle, les prix à la consommation hors tabac (données brutes) ont augmenté de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2014, après +0,2 % le trimestre précédent. Une fois prise en compte l'évolution des prix, le SHBOE et le SMB en euros constants (2) ont progressé respectivement de 0,4 % et 0,3 %, après avoir stagné au 4^e trimestre 2013. En rythme annuel, la progression du SHBOE et du SMB exprimée en termes réels est de 1,0 % de mars 2013 à mars 2014, après respectivement +1,1 % et +1,0 % un an auparavant. Sur un an, le ralentissement des salaires de base a été accompagné par un ralentissement de l'inflation. La hausse des prix hors tabac s'est en effet établie à 0,5 % de mars 2013 à mars 2014 après +0,9 % un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté de 0,6 % au 1^{er} trimestre 2014 après une augmentation identique au trimestre précédent. Entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, le SMPT a progressé de 1,7 % après +1,1 % un an auparavant. En termes réels (3), la hausse s'est ainsi établie à 1,1 % en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2014, après +0,1 % un an auparavant.

Recul des indicateurs de tension dans les principaux secteurs

Au 1^{er} trimestre 2014, les indicateurs de tension (4) dans les principaux secteurs ont reculé, après une légère hausse au 4^e trimestre 2013 (graphique 6, [5]). Ils demeurent sensiblement en-deçà de leurs moyennes de longue période, de 29,8 % dans le tertiaire, 15,0 % dans l'industrie et 49,3 % dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

(1) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, son évolution est comparée à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

(2) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPChT).

(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'IPChT. Entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, l'IPChT en moyenne trimestrielle a augmenté de 0,6 %, et de 0,9 % entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013.

(4) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux entrées à Pôle emploi sur la même période.

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

Entrées, données brutes en fin de trimestre	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Entrées trimestrielles, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....	133	103	202	263	133				-17,9	-0,4
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	15	17	19	22	22				-38,8	51,6
contrat unique d'insertion marchand (CUI-CIE)	12	13	12	14	15					
emploi d'avenir marchand.....	0	2	5	6	5					
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU).....	3	2	2	3	2					
formations en alternance*	57	31	134	190	50				-19,5	-13,1
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	54	47	41	43	53				-9,5	-1,2
Emplois aidés dans le secteur non marchand	103	93	119	110	86				-8,2	-15,9
Dont : contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE).....	94	80	99	94	73					
emploi d'avenir non marchand.....	8	14	20	16	14					
Formation des demandeurs d'emploi.....	181	150	222	200	193				-7,7	6,2
Ensemble (3)	417	346	543	573	411				-11,3	-1,3

Effectifs de bénéficiaires, données CVS en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....	912	-13	-3	-8	-17	2				-6,6	-2,8
Dont : abaissement de coûts salariaux	105	-3	3	4	6	6				-25,4	21,7
contrat unique d'insertion marchand (CUI-CIE)	35	-1	3	1	3	4					
emploi d'avenir marchand.....	16	0	2	4	5	4					
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)	54	-2	-2	-2	-2	-2					
formations en alternance*	539	-6	-3	-8	-21	-4				-3,4	-6,2
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	203	-4	-3	-3	-2	0				-6,2	-3,9
Emplois aidés dans le secteur non marchand	296	8	12	11	39	21				-4,7	39,3
Dont : contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE).....	232	0	-1	-7	25	11					
emploi d'avenir non marchand.....	64	8	13	18	14	10					
Formation des demandeurs d'emploi.....	329	-15	10	35	-7	-14				1,6	8,3
Ensemble (3)	1 537	-20	19	38	15	9				-4,7	5,6

* Des difficultés techniques affectent depuis plusieurs mois les remontées statistiques mensuelles relatives aux contrats de professionnalisation. Les données de certains Opcva étant manquantes, les données relatives aux contrats de professionnalisation déposés chaque mois dans l'application de gestion des contrats sont incomplètes. Le détail des données au T1 2014 des formations en alternance n'est donc pas fourni comme d'ordinaire dans cette publication.

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Direccte après enregistrement des Chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondant à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Champ : France métropolitaine.

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a continué sa progression au 1^{er} trimestre 2014

Au 1^{er} trimestre 2014, la croissance du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation a ralenti (+9 000 en données corrigées des variations saisonnières après +15 000 au 4^e trimestre 2013). Cette décélération est essentiellement imputable aux contrats aidés dans le secteur non marchand qui s'étaient très nettement accrus au 4^e trimestre 2013. Par ailleurs, le nombre de stagiaires de la formation professionnelle revient sur un palier haut après la forte augmentation enregistrée au 3^e trimestre 2013 consécutive à la mise en place du plan 30 000 formations prioritaires (tableau 3).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a progressé de 21 100 au 1^{er} trimestre 2014, poursuivant la hausse initiée début 2013 avec la mise en place des emplois d'avenir. Malgré un léger fléchissement, le dispositif continue sa montée en

charge (+10 000 bénéficiaires après +14 000 au 4^e trimestre 2013). Les effectifs en CUI-CAE sont en hausse pour le deuxième trimestre consécutif (+11 000 après +25 000 le trimestre dernier). Fin mars 2014, 296 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, dont 232 000 d'un CUI-CAE.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés s'est stabilisé ce trimestre, après une forte baisse au 4^e trimestre 2013. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'est à nouveau replié au 1^{er} trimestre 2014 (5) (-4 000) mais moins fortement que fin 2013 (-21 000). Il s'établit à 539 000 en données corrigées des variations saisonnières. Par ailleurs, les effectifs de bénéficiaires de CUI-CIE ont progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+4 000 après +3 000), tout comme les bénéficiaires d'emplois d'avenir marchands (+4 000 après +5 000). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé marchand (CUI-CIE et emplois d'avenir) s'établit ainsi à 51 000 fin mars 2014, après 43 000 fin décembre 2013.



Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale.

(5) Des difficultés techniques affectent sur le début de l'année 2014 les remontées statistiques mensuelles relatives aux contrats de professionnalisation. Les entrées en alternance devraient donc être révisées à l'occasion de la prochaine publication.

Stabilisation du taux de chômage au sens du BIT

Selon les estimations de l'Insee s'appuyant sur les données issues de l'enquête Emploi [6], en France (y compris Dom), 10,1 % de la population active étaient au chômage au sens du BIT en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2014 (6). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est établi à 9,7 %, stable par rapport au 4^e trimestre 2013 (tableau 4, graphique 7). Sur le trimestre, le nombre de chômeurs progresse néanmoins de 23 000, pour atteindre 2 779 000.

Par rapport au 4^e trimestre 2013, en France métropolitaine, le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,3 point pour s'établir à 10,0 % tandis que celui des femmes a diminué de 0,2 point, à 9,4 % (graphique 8). Le taux de chômage des jeunes a augmenté pour la première fois depuis le 4^e trimestre 2012 (+0,2 point), en raison d'une hausse du taux de chômage des jeunes hommes (+0,6 point), celui des jeunes femmes diminuant (-0,3 point). Au total, 22,9 % des actifs âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage au 1^{er} trimestre 2014. Le taux de chômage des seniors retrouve son niveau du 3^e trimestre 2013, à 6,7 % (+0,3 point), tandis que celui de la classe d'âge intermédiaire est en légère baisse sur un an, à 9,0 %.

Sur un an, du 1^{er} trimestre 2013 au 1^{er} trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage a diminué de 0,2 point (-0,1 point pour les hommes, -0,3 point pour les femmes); on compte, au 1^{er} trimestre 2014, 49 000 chômeurs de moins qu'un an auparavant.

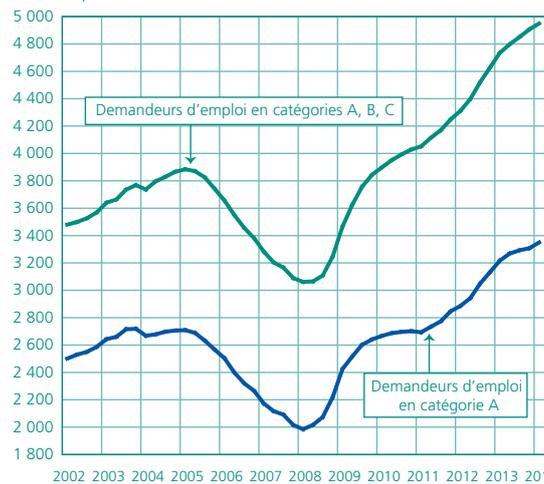
Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, 5 622 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une hausse de 56 000 par rapport au 4^e trimestre 2013 et de 278 000 par rapport au 1^{er} trimestre 2013 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) a poursuivi sa hausse au 1^{er} trimestre 2014, à un rythme légèrement inférieur à celui des trimestres précédents (+43 000, après +56 000 au 4^e trimestre 2013 et +54 000 au 3^e trimestre 2013; graphique 9) pour atteindre 4 950 000 personnes fin mars 2014. Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) augmente de 42 000 au 1^{er} trimestre 2014, après avoir nettement décéléré les deux trimestres précédents (respectivement +15 000 et +24 000). Le nombre de demandeurs

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois par catégorie

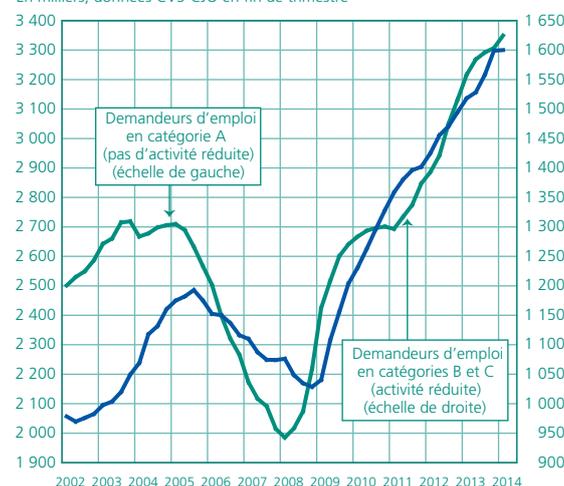
En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.

Graphique 10 • Demandeurs d'emploi et activité réduite

En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO cumulées sur le trimestre



Note : il s'agit des entrées et sorties sur les listes cumulées sur le trimestre, pour les seules catégories A, B et C, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre) ; les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés.

Champ : France métropolitaine.



(6) Ces résultats tiennent compte de la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi de l'Insee intervenue début 2013. Les séries longues ont été réétalonnées pour être cohérentes avec le nouveau questionnaire [6].

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Tableau 4 • Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	2014	2013				2014				2013	2014
	T1	T1	T2	T3	T4	T1 (p)	T2	T3	T4	T1	T1 (p)
	Nombre de chômeurs, en milliers	Taux de chômage, en %								Évolution du taux de chômage sur un an, en point de %	
Hommes	1 487	10,1	10,1	10,1	9,7	10,0				0,9	-0,1
Moins de 25 ans	342	24,9	23,9	23,5	22,4	23,0				2,4	-1,9
25-49 ans	876	9,1	9,2	9,4	9,1	9,4				0,7	0,3
50 ans ou plus	270	6,8	6,8	6,8	6,4	6,7				0,8	-0,1
Femmes	1 292	9,7	9,8	9,7	9,6	9,4				0,7	-0,3
Moins de 25 ans	278	24,8	24,8	24,3	23,0	22,7				3,0	-2,1
25-49 ans	755	9,1	9,2	9,0	9,2	8,7				0,3	-0,4
50 ans ou plus	259	6,3	6,3	6,5	6,4	6,8				1,1	0,5
Ensemble	2 779	9,9	9,9	9,9	9,7	9,7				0,8	-0,2
Moins de 25 ans	620	24,9	24,3	23,9	22,7	22,9				2,7	-2,0
25-49 ans	1 630	9,1	9,2	9,2	9,1	9,0				0,5	-0,1
50 ans ou plus	529	6,5	6,6	6,7	6,4	6,7				0,9	0,2
	Nombre de chômeurs, en milliers	Évolution du nombre de chômeurs sur un trimestre, en milliers								Évolution du nombre de chômeurs sur un an, en point de %	
Nombre de chômeurs au sens du BIT ..	2 779	44,0	12,0	-5,0	-79,0	23,0				9,5	-1,7

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données CVS-CJO, en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Catégories A, B, C, D, E	5 622	103	69	71	82	56				8,6	5,2
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi).....	4 950	107	62	54	56	43				9,8	4,5
Catégorie A (sans activité).....	3 349	84	52	24	15	42				11,4	4,1
Catégories B, C (exerçant une activité réduite).....	1 600	23	10	30	41	1				6,5	5,4
Catégorie B (activité réduite courte).....	657	20	-8	11	10	7				12,3	3,0
Catégorie C (activité réduite longue).....	943	3	18	19	31	-6				2,7	7,1
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, en emploi).....	280	0	5	7	6	2				8,2	7,6
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi).....	392	-5	2	10	20	11				-5,3	12,4
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de longue durée	2 091	73	59	51	55	36				15,0	10,6
1 à 2 ans d'ancienneté en catégories A, B, C.....	1 001	35	22	13	10	-2				14,5	4,5
2 à 3 ans d'ancienneté en catégories A, B, C.....	474	17	15	16	20	14				12,3	15,8
3 ans ou plus d'ancienneté en catégories A, B, C.....	616	22	22	22	24	24				18,1	17,6

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Champ : France métropolitaine.

d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B, 78 heures ou moins dans le mois et C, plus de 78 heures) reste stable (+1 000), après plusieurs trimestres de hausse (+41 000 au trimestre précédent). Cette stabilisation s'explique par la baisse du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (-6 000, après +31 000), compensée par l'augmentation de ceux ayant exercé une activité réduite courte (+7 000, après +10 000).

Sur un an, entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 133 000 après +330 000 entre les 1^{ers} trimestres 2012

et 2013 (7). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 215 000 depuis un an, après +424 000 un an auparavant.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2014: +36 000 sur le trimestre, après +55 000 au trimestre précédent, et +200 000 sur un an. La part d'inscrits depuis un an ou plus parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a atteint 42,2 % à la fin du 1^{er} trimestre 2014; sur un an, cette part a augmenté de 2,3 points.

Le ralentissement de la progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B,



Source : Insee, enquête Emploi.

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).



(7) Sur un an, les évolutions du nombre de chômeurs au sens du BIT et du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi divergent. Cela peut provenir d'une différence de concept : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être inscrit sur les listes de Pôle emploi, et certains demandeurs d'emploi inscrits ne sont pas chômeurs au sens du BIT. Des divergences ont déjà été observées par le passé [11].

C a résulté d'une augmentation des sorties plus importante que celle des entrées (+45 000 sorties cumulées contre +37 000 entrées cumulées), réduisant l'écart entre entrées et sorties (8) (graphique 11). La hausse des entrées et des sorties au 1^{er} trimestre 2014 fait suite à une baisse le trimestre précédent (-27 000 pour les entrées et -31 000 pour les sorties).

La hausse des entrées en catégories A, B, C sur le trimestre est principalement imputable à l'augmentation des entrées pour « première entrée sur le marché du travail » (+22 000), pour « reprise d'activité » (+10 000) et pour « autre cas » (+27 000). Cette augmentation est modérée par la baisse des entrées pour « fin de CDD » (-19 000). En parallèle, la hausse des sorties a essentiellement résulté de la hausse des sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » (+27 000) et pour « autre cas » (+13 000).

Poursuite du redressement dans la zone euro au 1^{er} trimestre 2014

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro au 1^{er} trimestre 2014 a progressé de 0,2 % (après +0,3 % au 4^e trimestre 2013), profitant du redressement de l'ensemble des principales composantes de la demande [8]. Sur un an, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,9 %, après +0,5 % au trimestre précédent. Dans le détail, l'activité a continué d'accélérer en Allemagne (+0,8 % après +0,4 %) et s'est également raffermie en Espagne (+0,4 % après +0,2 %), tandis qu'elle marquait le pas en France (0,0 % après +0,2 %) et qu'elle reculait légèrement en Italie (-0,1 % après +0,1 %). Sur un an, la hausse de l'activité s'est élevée à 2,3 % pour l'Allemagne, 0,8 % pour la France (comme au trimestre précédent), 0,5 % en Espagne et reculait de nouveau en Italie, de 0,5 %. Enfin, la croissance au Royaume-Uni est restée vigoureuse au 1^{er} trimestre 2014 (+0,8 % après +0,7 % au trimestre précédent), s'établissant à +3,1 % sur un an (après +2,7 % au trimestre précédent).

Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi dans la zone euro à 11,8 % de la population active au 1^{er} trimestre 2014 (graphique 12 et [9]), en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-0,1 point) et sur un an (-0,2 point). Selon les données harmonisées établies par Eurostat, le taux de chômage a stagné en Allemagne à 5,2 % de la population active (après -0,1 point). Sur un an, il est en recul de 0,2 point. En Espagne,

le taux de chômage a fortement reculé sur le trimestre (-0,5 point après -0,3 point), diminuant de 1,0 point sur l'année. Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point en Italie, à 12,7 %, soit une hausse de 0,8 point sur un an. En France (y compris Dom), le taux de chômage était de 10,1 % au 1^{er} trimestre, stable par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il est en baisse de 0,2 point. Celui du Royaume-Uni a quant à lui diminué de 0,4 point au 1^{er} trimestre 2014, après une diminution identique au trimestre précédent, pour atteindre 6,7 % de la population active. Sur un an, il est en baisse de 1,1 point.

Aux États-Unis, l'activité s'est contractée de 0,2 % ce trimestre (après +0,7 % au trimestre précédent). Ce repli s'explique en grande partie par un climat très rigoureux cet hiver qui a grippé de nombreux secteurs. Sur un an, la croissance du PIB s'est établie à 2,0 %. Le taux de chômage a lui poursuivi sa baisse, se repliant de 0,3 point au 1^{er} trimestre 2014 et de 1,0 point sur un an (graphique 13). Il s'est ainsi établi à 6,7 % de la population active, retrouvant son niveau de fin 2008.

Enfin, au Japon l'activité a nettement accéléré au 1^{er} trimestre (+1,5 % après +0,1 % au 4^e trimestre et +0,3 % au 3^e trimestre). En rythme annuel, le PIB nippon a augmenté de 2,7 %. Le taux de chômage a reculé à 3,6 % de la population active au 1^{er} trimestre 2014 (après 3,9 %). Sur un an, il est en baisse de 0,6 point.

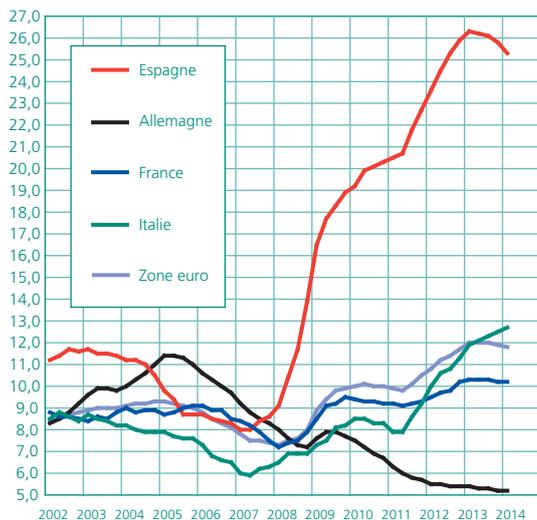
(8) Les flux d'entrées et de sorties sont mesurés pour l'ensemble des catégories A, B, C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi sur une période donnée est égale au solde des entrées et des sorties sur cette période plus un résidu comptable, dit « défaut de bouclage ». Deux facteurs expliquent actuellement ce défaut de bouclage : les flux connus avec un retard important ne sont pas pris en compte dans les entrées et les sorties, mais sont bien pris en compte dans les effectifs, et quelques changements d'agence locale pour l'emploi (principalement suite à un déménagement du demandeur d'emploi) donnent lieu à une entrée, mais pas à une sortie.

DARES*

***Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Laure NGUYEN et Benoît ROUMIER et composée de Philippe BOURIEAU, Yannick CROGUENNEC, Justine DURAND, Guillaume LEBRAULT, Florian LEZEC et Thierry ZILLOTTO.**

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro

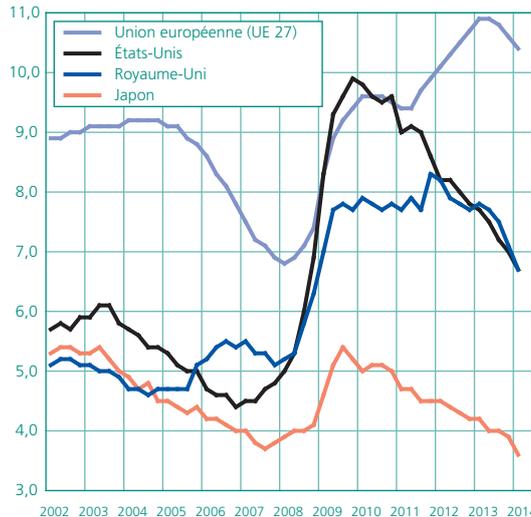
En %, données CVS en moyenne trimestrielle



Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde

En %, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.



Source : Eurostat.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2014), « Début 2014, le PIB est stable (0,0 % après +0,2 % le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises se redresse », *Informations Rapides* n°150, juin.
- [2] Insee, Dares (2014), « L'emploi marchand baisse au premier trimestre 2014 du fait de l'intérim », *Informations Rapides* n°135, juin.
- [3] Lebrault G. (2014), « L'emploi intérimaire au 1^{er} trimestre 2014 : en forte baisse », *Dares Indicateurs* n° 050, juillet.
- [4] Lezec F. (2014), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} trimestre 2014 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 045, juin.
- [5] Croguennec Y. (2014), « Les tensions sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 041, juin.
- [6] Insee (2014), « Le taux de chômage au sens du BIT baisse de 0,1 point au 1^{er} trimestre 2014 », *Informations Rapides* n°131 juin.
- [7] Dares, Pôle emploi (2014), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mai 2014 », *Dares Indicateurs* n° 047, juin.
- [8] Eurostat (2014), « Le PIB de la zone euro en hausse de 0,2 % et celui de l'UE28 en hausse de 0,3 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°84, juin.
- [9] Eurostat (2014), « Le taux de chômage à 11,6 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°103, juillet.
- [10] Dares (2014), « Emploi, chômage, population active en 2013 », *Dares Analyses* n° 052, juillet.
- [11] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013: différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
www.travail-emploi.gouv.fr (Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)

Directrice de la publication : Françoise Bouygard.

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Marie Avenel, Evelyn Ferreira - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali, Corinne Sauvage.

Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares

(<http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de-76/avis-de-parution-2063/bulletin-2064/abonnement-13777.html>)

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.